

Insécurité alimentaire et nutritionnelle : un défi d'ampleur pour le monde arabe

Matthieu Brun

L'insécurité alimentaire et la malnutrition sont un problème qui questionne les politiques publiques et économiques des pays d'Afrique du nord et du Moyen-Orient

La région est la seule, selon la FAO, à avoir vu la proportion de personnes sous-alimentées augmenter entre 1990 et 2014, passant de 6,6 à 7,7 %

Il faut penser les systèmes agricoles afin qu'ils soient résilients face au changement climatique et assurent une disponibilité alimentaire suffisante et de qualité

Selon la dernière version du rapport *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde*, présenté en octobre 2014 au siège de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), les pays d'Afrique du nord et du Moyen-Orient sont dans une situation préoccupante, où aucun progrès en matière de réduction de l'insécurité alimentaire n'a été fait. La situation se serait même détériorée, alors qu'au niveau mondial la prévalence de la sous-nutrition dans la population a reculé. Selon la FAO, entre 1990 et 2014, la proportion de personnes mal nourries a augmenté, passant de 6,6 à 7,7 % de la population, faisant des pays d'Afrique du nord et du Moyen-Orient les plus exposés aux risques d'accroissement de l'insécurité alimentaire. Une partie de ces pays est d'ailleurs largement dépendante des importations pour son approvisionnement alimentaire.

Du Maroc à la péninsule arabique, ces territoires sont marqués du sceau de l'aridité et le déterminisme géographique constitue bel et bien un réel soubassement des politiques agricoles et de sécurisation alimentaire. Non seulement le monde arabe est confronté à une aridité plus ou moins forte selon les sous-régions, mais il doit également faire face à une explosion de la population et à des

bouleversements géopolitiques et sociaux qui accentuent le problème alimentaire. L'insécurité alimentaire et la malnutrition sont pour les pays d'Afrique du nord et du Moyen-Orient un problème qui questionne l'économie politique et les choix de politiques publiques de ces pays tout en les exposant à des difficultés économiques, financières et sanitaires.

L'insécurité alimentaire, de quoi parle-t-on ?

Le concept de sécurité alimentaire et de nutrition a considérablement évolué au cours du temps. L'évolution majeure a trait au passage d'une approche de la sécurité alimentaire basée sur la disponibilité de nourriture, à une approche où celle-ci n'est plus qu'un élément s'insérant dans un contexte social bien plus complexe. Associé aux rapports de force existants dans le système alimentaire, ce contexte social et économique est essentiel pour analyser la situation alimentaire et nutritionnelle d'un pays. La définition communément admise au niveau international depuis 1996 retient que la sécurité alimentaire « existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture

re suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active ». La sécurité alimentaire et nutritionnelle est donc caractérisée par quatre dimensions : la disponibilité, l'accès, la stabilité et l'utilisation. L'élément de nutrition qui a progressivement fait son entrée dans la définition de la sécurité alimentaire recouvre, d'ailleurs, plus qu'une lecture purement médicale et fait appel à l'existence de services de santé et à la connaissance par les populations des bonnes pratiques indispensables à leur développement.

Trop souvent limitée à un problème de niveau de production agricole, l'insécurité alimentaire est un problème multidimensionnel dont les racines se trouvent dans les modes de vie et d'alimentation, ainsi que dans la situation économique et sociale des individus.

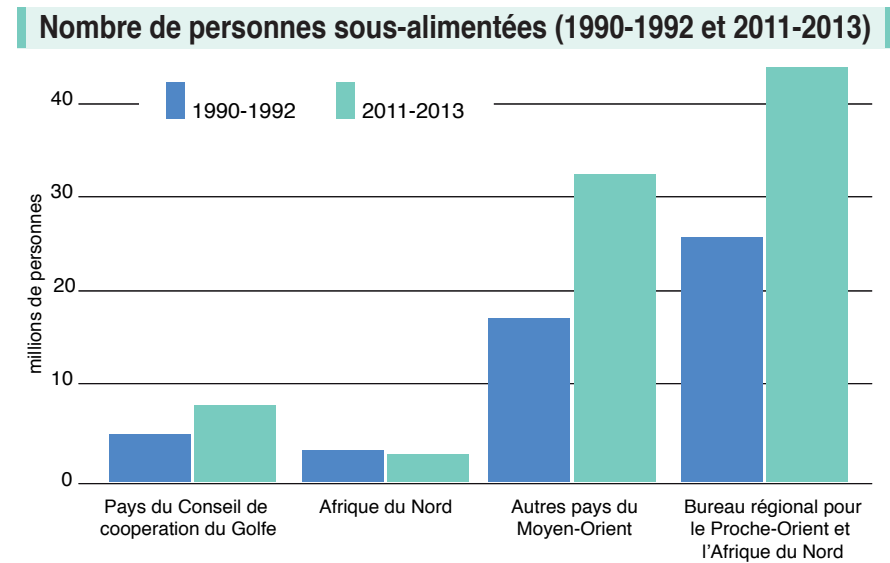
Une région exposée au triple fardeau de la malnutrition

La région Afrique du nord et Moyen-Orient est caractérisée par une grande diversité de systèmes politiques, agronomiques,

économiques et sociaux. L'exposition de ces pays à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition dépend donc largement du développement de leur agriculture, de leur système de santé et de leur niveau d'inégalités économiques et sociales. Globalement, on peut dire que les pays de cette zone sont exposés, à des niveaux très différents, au triple fardeau de la malnutrition : la sous-nutrition chronique ou aiguë, les carences en micronutriments et enfin le surpoids ou l'obésité.

La région qui nous intéresse est la seule, selon les catégories de la FAO, à avoir vu la proportion de personnes sous-alimentées augmenter entre 1990 et 2014, passant de 6,6 à 7,7 %. Il est également à déplorer d'importants déficits en micronutriments (les plus fréquents étant la vitamine A, l'iode et le fer) avec des prévalences élevées d'anémie chez les enfants. La carence en iode affecte par exemple plus de 60 % des enfants en Algérie, au Maroc et en Turquie. Des retards de croissance qui touchent entre 28 et 58 % des enfants sont rapportés par la FAO en Égypte, en Syrie, en Irak ou au Yémen.

La malnutrition par carences aussi appelée « faim cachée », n'est pas le seul fléau qui touche les pays arabes. En effet, les habitants d'Afrique du nord et du Golfe sont particulièrement exposés au surpoids et à l'obésité. Dans les pays du Golfe tout d'abord, 42 % des Koweïtiens et 35 % des Saoudiens souffraient d'obésité en 2010, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Ce phénomène touche plus particulièrement les femmes du monde arabe. En Égypte, 48 % des femmes de plus de 15 ans sont en situation d'obésité alors que le surpoids touche 35 % des femmes au Maroc et 80 % des koweïtiennes. La malnutrition par excès ou par carence accentue les risques sanitaires comme le diabète, l'anémie ou les maladies cardiovasculaires et hypothèque le futur des systèmes de protection sociale, autant qu'elle grève les finances publiques. On estime par exemple qu'en Égypte, la malnutri-



Source : FAO statistical Yearbook 2014. Near East and North Africa Food and Agriculture.

tion infantile réduit le PIB d'environ 2 % par an.

Comment sécuriser les approvisionnements alimentaires ?

Les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, jadis greniers de l'Europe, sont devenus des importateurs massifs de céréales – ils représentent 30 % des flux d'importations annuels – ce qui les expose d'autant plus aux aléas des marchés. De fortes contraintes naturelles et environnementales touchent d'ailleurs l'Égypte qui est le deuxième acheteur mondial de céréales. Décrite comme un don du Nil, l'Égypte ne parvient plus aujourd'hui à nourrir sa population par sa seule agriculture. Il en va de même à l'échelle régionale, puisque les zones arides et semi-arides à faible pluviométrie prédominent et les zones modérément humides représentent moins de 10 % de la superficie de la région, ce qui limite d'autant plus le potentiel agricole et exerce une pression forte sur les ressources naturelles. Bien que l'autosuffisance alimentaire soit une chimère pour l'ensemble de ces pays, la dimension « disponibilité » est donc

déterminée d'une part par les possibilités de cultiver la terre et d'exploiter les ressources marines et d'autre part par la capacité à s'approvisionner sur les marchés internationaux. Les pétromonarchies du Golfe, riches de leur sous-sol ne semblent à priori pas affectées par l'insécurité alimentaire dans la mesure où elles disposeraient de ressources financières suffisantes pour s'approvisionner sur les marchés mondiaux. Il faut apporter deux nuances à ce constat. La première concerne les travailleurs pauvres ainsi que les travailleurs étrangers (ils représentent 60 % de la population des pays du Conseil de coopération du Golfe et ce chiffre atteint 90 % au Qatar) dont le pouvoir d'achat, moindre en comparaison de ceux qui ont accès aux largesses offertes par la rente pétrolière ou gazière, ne leur permet pas toujours de satisfaire leur besoin alimentaire. La deuxième nuance concerne l'exposition des pays du Golfe au fléau du surpoids et de l'obésité. En outre, on ne manquera pas de relever le fait que dans les monarchies du Golfe, la sécurisation des approvisionnements alimentaires est un enjeu de taille pour le politique. Le Qatar par exemple, qui importe près de 90 % de ses besoins alimentaires, s'inquiète de l'instabilité et de la volatilité des prix des denrées alimentaires sur les

marchés internationaux et a entrepris d'améliorer ses capacités de stockage. Pensant sécuriser leurs approvisionnements alimentaires par le biais d'investissements, décrits comme de l'accaparement foncier à grande échelle, les pétromonarchies semblent revenir sur cette stratégie en privilégiant des prises de participation dans les industries agroalimentaires et en développant une agriculture stratégique sur leurs territoires.

Produire plus pour une population en pleine croissance n'est qu'une partie de la solution au défi de l'insécurité alimentaire. Comme nous l'avons souligné, il s'agit également d'un problème d'accès et donc de pauvreté. La part des revenus consacrés à l'alimentation reste très élevée en Afrique du nord et au Moyen-Orient ; elle dépasse en Égypte et en Algérie les 40 %, voire plus pour les plus pauvres. Particulièrement vulnérables aux chocs sur les prix des denrées, les populations sont contraintes de se tourner vers des produits alimentaires peu chers (parfois subventionnés) et souvent moins nutritifs.

Insécurité alimentaire, crises politiques et conflits armés

Certains pays d'Afrique du nord et du Moyen-Orient connaissent depuis plusieurs années des situations d'instabilité – voire d'insécurité – et de crises politiques prolongées. Exposés à la violence et aux conflits, les hommes, femmes et enfants de ces pays voient leur condition de vie bouleversées et leur vulnérabilité augmenter considérablement alors que les institutions politiques, administratives et sociales sont le plus souvent fragilisées et parfois dans l'incapacité de venir en aide aux populations. Avant même le déclenchement du *Printemps arabe* et la mobilisation sans précédent de millions de personnes pour la liberté et la justice, la situa-

tion économique et politique de certains pays arabes était déjà préoccupante et les bouleversements occasionnés par les révolutions arabes ont participé à aggraver ces fragilités. Pays arabe le plus peuplé, l'Égypte a ainsi connu une succession de crises depuis 2005 (crise sanitaire avec la grippe aviaire, crises alimentaires et énergétiques, crises financières et enfin crises politiques) occasionnant un creusement des inégalités et une détérioration des conditions de vie de millions de personnes. Selon les Nations unies, entre 2009 et 2012, plus de 15 % de la population est tombée dans la pauvreté. En zones urbaines, des poches d'insécurité alimentaire sont apparues à la fin des années 2000 et les difficultés pour ces populations d'avoir un accès stable à une alimentation de qualité ont contribué à mobiliser les foules, au même titre que la sous-représentativité populaire en politique. Notons ici que le lien de causalité entre contestation sociale et insécurité alimentaire est des plus délicats à caractériser. En témoigne le cas de Bahreïn qui n'est pas réputé comme exposé à l'insécurité alimentaire et qui a pourtant connu d'importantes mobilisations populaires. D'autres pays de la région connaissent des crises et une instabilité prolongée ; c'est le cas notamment de la Syrie depuis mars 2011 ainsi que de l'Irak ou des Territoires palestiniens occupés (et dans des proportions alarmantes pour la Bande de Gaza). Bien que les situations géopolitiques soient foncièrement différentes selon les territoires, les crises prolongées, (guerre civile, occupation, opérations militaires récurrentes et blocus économique) ont une incidence sur les quatre dimensions de la sécurité alimentaire que nous avons décrites plus haut. Dans ces situations de crises prolongées, les producteurs rencontrent des difficultés au quotidien, à court terme dans la mesure où les espaces de production agricole sont rendus inculcivables et les infrastructures de stockage ou de réfrigération endommagées. Les consommateurs

déjà confrontés à la violence et à une modification profonde de leurs conditions de vie ne sont plus en mesure d'avoir accès de manière stable à une quantité de nourriture qui leur permette de mener une vie saine. Les produits alimentaires, souvent subventionnés, font aussi l'objet de rationnement et l'aide alimentaire mondiale vient souvent pallier les défauts de disponibilités. Sur le long terme, les crises prolongées ont des conséquences qui fragilisent les structures de production mais contribuent aussi à l'appauvrissement des populations. On pensera, par exemple, à l'effet des guerres civiles ou des crises prolongées sur le fonctionnement des services vétérinaires (santé des troupeaux), sur l'accès aux semences ou aux intrants utilisés en agriculture.

Refaire des politiques agricoles et alimentaires

En cette période de tensions et de refonte du politique, le défi de l'insécurité alimentaire dans les pays arabes soulève la question délicate du développement durable des territoires et de l'investissement politique auquel la puissance publique peut consentir. Poids-lourds des importations alimentaires mondiales, les pays d'Afrique du nord et du Moyen-Orient connaissent de nombreuses défaillances qui freinent l'augmentation de la production agricole comme la sous-financiarisation du secteur, la faible organisation collective des producteurs et la faiblesse des infrastructures. Il y a donc un immense besoin de penser les systèmes agricoles de demain, afin qu'ils soient résilients face au changement climatique et assurent une disponibilité alimentaire suffisante et de qualité. Il ne s'agit cependant pas uniquement d'un défi technique mais aussi politique et qui doit embrasser l'ensemble du système alimentaire avec des politiques sociales, économiques et d'investissements qui soient cohérentes avec l'objectif de sécurité alimentaire. ■